

SHORT NEWS

Europaweite Polizeioperation gegen Flüchtlinge

(rg) - Der Blog „freedomnotfrontex“ warnt vor einer vom 13. bis 26. Oktober stattfindenden europaweiten Polizeioperation namens „Mos Maiorum“. Die Menschenrechtsorganisation Statewatch hat entsprechende, nicht öffentliche, EU-Dokumente online gestellt. In den zwei Wochen sollen etwa 18.000 Polizisten in enger Zusammenarbeit mit Frontex auf Jagd nach Menschen ohne Aufenthaltserlaubnis gehen. Ziel ist es, die Migrationswege von Flüchtlingen aus bestimmten Ländern herausfinden und Schlepperbanden zu identifizieren - aber auch, möglichst viele illegale Flüchtlinge festzunehmen. Der Berliner Blog ruft auf, alle Menschen ohne Papiere davor zu warnen, in der besagten Zeit Züge zu benutzen, sich auf Bahnhöfen oder an Flughäfen aufzuhalten oder Autobahnen oder innereuropäische Grenzübergänge zu frequentieren, da es regional zu großangelegten Kontrollen kommen kann. Bei vorangegangenen Aktionen dieser Art waren zum Beispiel im süddeutschen Raum bis zu 1.900 illegale Flüchtlinge „festgestellt“ worden. Die gemeinsame Polizeiaktion wurde von Italien initiiert, das derzeit den EU-Vorsitz inne hat. Die Bezeichnung der Aktion - in etwa „Brauch der Vorfahren“ - erinnert an das antike Rom, wo alle Bürger, die ein öffentliches Amt bekleiden wollten, aufgerufen waren, Recht und Ordnung strikt zu wahren und so zum Aufstieg des Reiches zur Weltmacht beizutragen.

Wissen stoppt TTIP

(lm) - „Back to the roots“, danach sieht das TTIP-Dossier der Oktoberausgabe von Forum aus. Wie in den 1980er und 1990er Jahren macht die Zeitschrift es sich zur Aufgabe, ein aktuelles politisches Thema nicht etwa zu vereinfachen, sondern seine Komplexität auf verständliche Weise zu vermitteln. Und ergreift Partei - zumindest im Vorwort. Dass TTIP für „Evil“ steht, dürfte für viele LeserInnen bereits klar sein, doch wie das Abkommen zu Privatisierungen führen kann, wofür genau ISDS steht und warum die Industrie euphorisch, der Finanzsektor aber skeptisch ist, das erfährt man im neuen Forum-Heft. Angeschnitten werden auch die oft vernachlässigten geopolitischen und staatstheoretischen Aspekte. Daneben findet man mehrere akademisch angehauchte Beiträge, die unbedingt lesenswert sind - was in anderen Dossiers in jüngster Zeit nicht immer der Fall war. Die Plaidoyers für eine Reform des Investitionsschutzes und für eine parlamentarische Kontrolle des Abkommens sind sehr erhellend, die abwertenden Bemerkungen über die Beschränktheit der TTIP-Kritiker aber fehl am Platz. Ohne diese - manchmal etwas grobe - Kritik gäbe es nämlich keine öffentliche Debatte und kein Forum-Dossier. Die Krönung des Ganzen ist das Cover: Nicht etwa ein Cartoon wie in der Gründerzeit, sondern ein gelungenes Konzeptfoto eines TTIP-Eierkartons.

« Fir de Choix » : bien joué !

(lc) - Fine tactique que celle que le camp antiprogressiste a développée cette semaine. D'abord, les militants anti-mariage pour tous de « Schutz fir d'Kand » qui déposent une plainte devant le tribunal administratif, estimant que leur pétition - qui n'avait pas eu le quorum numérique nécessaire pour déclencher une discussion à la Chambre des députés, mais qui par contre disposait de signatures manuelles qui auraient suffi, quoique le règlement exige qu'elles se fassent via le site internet parlementaire - aurait dû être prise en compte et qui par la suite estiment le mariage pour tous « illégal ». Et puis les fans du catéchisme qui déposent 25.000 signatures - recueillies partiellement à la sortie des messes, voire en plein cours de catéchisme - faites à la main elles aussi ! Ce faisant, ils ont mis la chambre dans une belle embrouille : si elle accepte un débat sur la base de cette pétition, elle donne tacitement raison aux anti-mariage pour tous ; si elle ne le fait pas, elle s'expose à l'ire des « Fir de Choix » qui pourront raconter à leurs ouailles - « preuve » à l'appui - que la nouvelle majorité ne veut pas dialoguer sur l'affaire. Reste juste une question : pourquoi une pétition qui réussit à rassembler 25.000 personnes n'a même pas essayé de se manifester électroniquement ? Les voies du seigneur sont décidément impénétrables...

AKTUELL

RMG

Survie ou vie décente ?

David Angel

Comment vivre avec 1.348,18 euros par mois ? Pour plus de 20.000 personnes au Luxembourg, cette question fait partie de la réalité quotidienne.

Le revenu minimum garanti est une assistance financière publique en faveur des personnes et des ménages dont les revenus n'atteignent pas un certain seuil, considéré comme minimum vital. Créé en 1986, il est géré par le Fonds national de solidarité (FNS) et le Service national d'aide sociale (Snas).

Le RMG est subdivisé en trois types d'aide différents : l'indemnité d'insertion, allouée pour des activités temporaires d'insertion dans la vie professionnelle, le contrat subsidié, participation aux frais de personnel occasionnés par l'engagement d'un bénéficiaire de l'indemnité d'insertion et l'allocation complémentaire, versée aux ménages d'une ou plusieurs personnes inaptes aux mesures d'insertion professionnelle ou dispensées temporairement.

Si un adulte seul peut bénéficier d'une aide de 1.348,18 euros par mois, deux adultes vivant dans le même ménage ne reçoivent plus que 2.022,27 euros. Par enfant, 122,56 euros supplémentaires sont versés. Une mère ou un père avec cinq enfants à charge bénéficie donc d'une assistance à hauteur de 1.960,95 euros par mois. Pas grand-chose, si on prend en compte que le loyer médian pour un studio était de 876 euros au premier trimestre 2014.

« Le RMG : outil de lutte contre la pauvreté ? », tel était le titre d'une conférence organisée par Caritas le 1er octobre. L'occasion pour l'organisation de pointer du doigt les insuffisances du RMG luxembourgeois, mais aussi de thématiser la question du revenu minimum en Europe.

Alors que le ministère de la Famille serait en train de préparer une réforme du RMG, Caritas fait ses propres propositions en vue d'une amélioration du système actuel. Nathalie Georges, chargée d'études auprès de Caritas, dresse un portrait critique du RMG actuel. Ainsi, par exemple, le plafonnement des revenus d'un ménage afin de bénéficier de l'aide pose problème. Si une personne touche l'indemnité pour une

activité temporaire d'insertion, son ou sa partenaire ne peut en bénéficier, au risque de dépasser le plafond autorisé. « Une mesure discriminatoire à l'égard des femmes », pour Georges, puisque 890 femmes n'ont pas pu suivre une activité d'insertion en 2013 pour éviter un dépassement de plafond, contre seulement 202 hommes. Une solution proposée par Caritas est l'individualisation des droits.

Un RMG divisé en trois composantes

Caritas propose un RMG divisé en trois composantes : une basée sur les besoins journaliers et attribuée individuellement, une prenant en compte le loyer et les charges selon la configuration du ménage, et une basée sur les besoins spécifiques, au cas par cas. Alors que, selon le barème actuel, le poids financier d'un enfant ne représenterait que 9,09 pour cent de celui d'un adulte pour le calcul du RMG, l'OCDE estime à 30 pour cent le poids d'un enfant dans le calcul du risque de pauvreté d'un ménage. Caritas propose donc de rehausser le poids d'un enfant. Afin d'éviter les problèmes liés à la clause d'âge (pas de RMG en dessous de 25 ans), Nathalie Georges préconise l'élargissement des critères de non-application de cette clause, notamment pour des jeunes hors du ménage parental auxquels l'Adem ne peut proposer de mesure adéquate.

Dans l'Union européenne, 134 millions de personnes, plus d'un quart de la population, vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Pour Anne Van Lancker, coordinatrice du projet Emin (European Minimum Income Network) et invitée de Caritas, le revenu minimum est « indispensable pour vivre une vie décente et participer à la société ». C'est pourquoi le réseau Emin oeuvre en faveur d'une directive européenne sur un revenu minimum décent. Pour Van Lancker, les écarts en Europe en matière de revenus minimaux sont trop grands. « Plutôt qu'une course vers le bas, il faudrait une convergence sociale vers le haut en Europe », affirme-t-elle. Et de conclure que, plutôt que de permettre la survie, un revenu minimum décent devrait garantir une vie décente.